

mla

LES NOUVELLES DE LOIRE-ATLANTIQUE

Bimensuel édité par la
Fédération de Loire-Atlantique
du Parti Communiste Français

Numéro 746 du 9 janvier 2003 - Prix 0,38 €

Annulation de la loi portant sur le contrôle des fonds publics

La majorité de droite au Sénat vient de décider d'annuler la loi, votée à mon initiative en janvier 2001 par l'Assemblée Nationale, portant sur le contrôle des fonds publics accordés aux entreprises.

Cette décision confirme les précédentes : la suppression des emplois jeunes, la mise en pièce de la loi de Modernisation sociale et, tout récemment, l'ouverture du marché du gaz à la concurrence.

Elle est une démonstration supplémentaire du caractère profondément libéral et anti-social de l'action conduite par le Gouvernement Raffarin. Pour lui, tout ce qui est susceptible, si peu que ce soit, de donner des droits et pouvoirs nouveaux aux salariés, sur l'emploi et l'utilisation de l'argent des entreprises en particulier, doit être balayé pour satisfaire les exigences du MEDEF et des actionnaires.

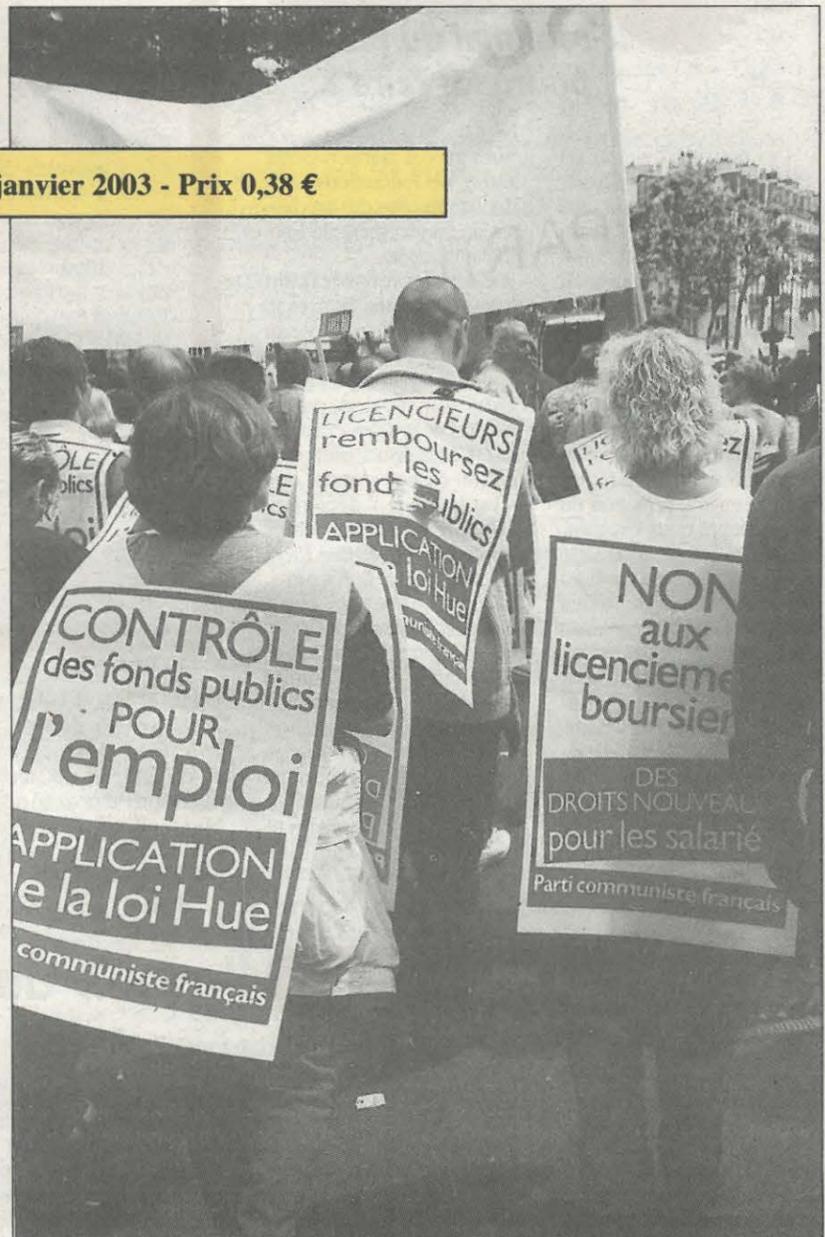
La loi que j'ai fait voter porte création d'une commission nationale de contrôle, ainsi que de commissions du même type décentralisées au niveau des régions. Elles accueillent, en leur sein, à côté des représentants des pouvoirs publics, des représentants des organisations syndicales et des élus locaux. Ensemble ils ont pour mission de veiller au respect rigoureux de l'usage des fonds publics destinés, en principe, à sauvegarder ou à développer l'emploi dans les entreprises qui en bénéficient. J'avais pris l'initiative de ce texte parce que dans une multitude de cas c'est le contraire que l'on constate : des entreprises perçoivent des aides publiques... et n'en continuent pas moins de réduire les effectifs salariés. On l'a vu, de façon particulièrement choquante, au printemps 2001 avec LU-DANONE. J'indique qu'au seul titre des exonérations de charges sociales ce sont plus de 18 milliards d'Euros qui sont en jeu chaque année.

A l'évidence, le gouvernement actuel et la droite veulent renouer, sur injonction de Monsieur Seillère, avec les pratiques opaques destinées à masquer ce qu'il faut bien appeler de véritables détournements de fonds.

J'invite les salariés, les responsables syndicaux, les élus et militants communistes, qui se sont saisis des dispositions de la loi et organisés en réseau pour veiller à son application, à ne pas relâcher leur action.

Il y va de la démocratie dans le monde du travail, de la transparence dans l'usage de l'argent public, de l'efficacité économique et sociale des choix effectués dans les entreprises.

Déclaration de Robert Hue



Vite lu

Ce premier numéro des Nouvelles de l'année 2003 est l'occasion pour l'équipe du journal et pour la Fédération de Loire-Atlantique du PCF, d'adresser à chacune et chacun des lecteurs et à leurs familles, leurs meilleurs vœux pour cette nouvelle année.

Qu'elle soit porteuse de réponses à vos souhaits et qu'elle permette plus de justice et de paix. Nous savons tous, avec la situation nationale (la droite aux affaires) et internationale (un président des Etats-Unis qui ne pense qu'à déclencher une nouvelle guerre en Irak) que 2003 nécessitera l'expression de toutes celles et tous ceux qui refusent une telle politique.

2003 s'annonce déjà comme une année de riposte et de construction d'une véritable alternative avec un Parti Communiste Français décidé à jouer un rôle important pour de réelles et concrètes avancées sociales et démocratiques.

Une année d'action pour résister et construire une politique alternative à gauche

L'année 2003, si l'on en croit les propos de Jacques Chirac formulés lors de ses traditionnels vœux aux Français, s'annonce comme une année d'action. Sans nul doute, faut-il entendre par là, la volonté présidentielle de pousser les feux de la politique ultra libérale, déjà largement engagée par le gouvernement de M. Raffarin. 2003 devrait être l'occasion pour le gouvernement UMP-MEDEF de presser le pas dans cette voie. Voilà le monde du travail averti !

Pour les tenants du libéralisme, la poursuite de l'adaptation de l'économie française aux nouvelles lois d'un marché mondialisé, passe par une accentuation de la politique de déréglementations, de délocalisations, de remise en cause des acquis sociaux et des possibilités d'intervention des salariés ou des citoyens dans les affaires qui les concernent. Aussi, comment ne pas trouver cyniques les récentes déclarations du même Chirac stigmatisant «les voyous des mers» responsables du désastre écologique consécutif au naufrage du «Prestige» !

Alors 2003, une année d'action : chiche ! D'action pour faire reculer une politique libérale responsable de l'accroissement des inégalités et des discriminations, de désastres écologiques ; d'action pour imposer des choix politiques alternatifs à gauche ! Pour cela, les Communistes sont disponibles. L'année 2003 peut être une année décisive non seulement pour donner de la force au combat altermondialiste, aux mouvements sociaux, mais aussi pour faire vivre une idée neuve du communisme : c'est l'objectif que s'assignent les Communistes dans la préparation de leur congrès.

Un Comité régional du PCF : pourquoi faire ?

Les nouveaux statuts du PCF, adoptés lors du 31^e Congrès, il y a un peu plus d'un an, consacrent un article au niveau régional de l'activité communiste. Il stipule ainsi notamment qu'un comité régional est élu par une conférence régionale, constituée de délégué(e)s élu(e)s par les conseils départementaux sur des bases convenues en commun. Le comité régional élit en son sein, son ou sa secrétaire et un exécutif, qui ont la responsabilité d'assurer l'organisation au niveau régional de toutes les coopérations nécessaires entre les fédérations concernées. Ils ont notamment pour responsabilité, de travailler aux réponses communistes aux enjeux régionaux et de proposer aux fédérations les initiatives politiques concernant la Région, ou des coopéra-

tions avec d'autres régions. Enfin, les fédérations décident entre elles des modalités de financement de l'activité régionale.

Comme le précisent bien les statuts, le niveau régional est un niveau d'activité communiste et non une structure nouvelle entre le niveau départemental et le niveau national. C'est donc, en application de ces statuts, que s'est tenue le 7 décembre 2002, la première conférence régionale des Pays de la Loire, à Angers. Notre fédération avait désigné 9 camarades pour y participer. La conférence régionale a élu un comité régional de 25 membres à partir des propositions faites par les différentes fédérations. 6 camarades de Loire-Atlantique siègeront ainsi à ce comité régional : Marie-Christine

De vous à moi

Il y a quelques temps encore, on pouvait entendre ici ou là que la gauche et la droite, c'était la même chose. Aujourd'hui encore le gouvernement RAFFARIN surfe sur une vague de bonnes opinions. Pourtant, les motions ou avenants pro libéraux vont bon train et l'on peut penser que lorsque l'opinion va ouvrir les yeux, l'étendue des dégâts risque d'être importante. Alors, la différence des politiques promulguées par la gauche plurielle et l'UMP sera flagrante. S'il y a un domaine où l'actuel gouvernement ne prend pas de gants, c'est la fiscalité qui est en pleine rediscussion en ce moment.

Des exemples :

- Le taux marginal d'imposition passe de 52,75% à 49,58% soit plus de trois points de baisse alors que l'on a refusé la hausse du SMIC ou que l'on discute sur la «Prime de Noël» des privés d'emplois.
- Pour 2003, hausse du seuil de cession des valeurs mobilières. Ce seuil est multiplié par deux, passant de 7 500 € (50 000 F) à 15 000 € (100 000 F), qui dit mieux !
- On rétablit également l'abattement sur les dividendes d'actions pour les tranches les plus hautes, soit une économie de 1 220 à 2 440 € (8 000 à 16 000 F) pour les plus riches des plus riches.
- Les mesures pour la création d'entreprises sont légions et ont toutes pour volonté de diminuer voire d'exonérer de taxes patronales, les nouvelles sociétés. Mais alors, qui paie sinon le citoyen ? Et comment ne pas se diriger vers un système de retraite privé et individualisé, puisque c'est la politique même de ce gouvernement qui prive les caisses de retraite de ressources vitales ?
- Des dizaines de réformes sont actuellement en cours et sont mises en place en catimini. Même l'impôt sur les grandes fortunes va être réformé car jugé à un taux trop fort ! Pour exemple, un foyer disposant de 1 000 000 d'euros (6 500 000 F) de patrimoine paie 838 euros (5 500 F) par an. Par contre, l'épargne populaire, tel le Plan d'Épargne Logement, est attaquée. Le gouvernement, prétextant un détournement du produit pour les petits épargnants, car ne faisant pas de prêt à l'échéance du contrat, en a profité pour limiter le versement de la prime de l'Etat. Cependant, on peut se demander, quel intérêt pouvaient avoir les petits épargnants à contracter des prêts d'Épargne Logement qui étaient de 1 à 2 points supérieurs aux taux actuels. On note donc que le gouvernement use de tous les artifices pour favoriser les nantis et ce, en pénalisant les couches moyennes et populaires. C'est le principe même de la lutte des classes que les capitalistes n'ont jamais cessé de mettre en œuvre, si ce n'est en édulcorant un peu leur langage. Alors, la gauche et la droite, c'est la même chose ?

Laurent BELLLOT

En débat :

l'avenir du service public des transports collectifs

Lors du Conseil de la Communauté urbaine de Nantes, étaient évoqués la délégation de service public des transports en commun et le schéma directeur à l'horizon 2010 des transports collectifs de l'agglomération.

Ces deux délibérations ont permis aux délégué(e)s communistes de réaffirmer le besoin de développement de ces transports, que ce soit le tramway, le tram/bus, les dessertes ferroviaires, les axes lourds de bus en site propre.

Ils répondent aux besoins de déplacement des habitants de l'agglomération, ils permettent de réguler l'expansion de la circulation automobile et de contrôler l'étalement urbain.

Les élus communistes ont approuvé certains projets telles les liaisons tramway entre la ligne 1 et la ligne 2 et la ligne 5.

Mais, Ariane Henry, intervenant au nom du groupe communiste, notait que certains autres ne feront l'objet que d'une étude ultérieure :

- La desserte du futur aéroport de Notre Dame des Landes
- Le stationnement
- Les dessertes du Nord-est et des pôles de santé
- Le transport de marchandises et les livraisons en ville
- L'utilisation des voies d'eau

Ainsi, l'élue démontrait que l'ambition affichée à travers le schéma directeur s'éloignait de la logique et de l'échéancier du Plan de Déplacement Urbain majoritairement approuvé en 2000 et souffrait, sans doute, d'un manque de financement.

Délégation de service public

De plus, pour répondre aux besoins de transports

publics de la population, la délégation de ce service doit se faire dans un cadre de partenariat, porteur de coopération efficace et nourrie, d'une

relation contractuelle avec la SEMITAN, sont les conséquences des règles fixées par la loi SAPIN de 93. Celles-ci, par la procédure de mise en

modèle de référence pour nos transports publics.

S'ajoutent à cela les critères de compétitivité imposés à la SEMITAN.

TAN le poids de responsabilités qui ne sont pas celles du délégataire, mais celles de la collectivité.

La seule variable d'ajustement financier semble être les charges de personnel de la SEMITAN :

- Plan de formation ambitieux sans retour sur investissement, est-il indiqué !
- Niveau d'absentéisme élevé sans se préoccuper des raisons de celui-ci.
- Prévisions de la hausse de la masse salariale lourdes pour la C.U.

L'élue ajoutait même que «le MEDEF 44 n'écrirait pas mieux».

Pourtant, il rappelait que lors du Conseil communautaire du 15 mars, les élus communistes avaient insisté sur le fait qu'il ne pouvait y avoir de service public de transport de qualité sans moyens suffisants et avec des conditions de travail et de salaires correspondants. Cela reste vrai aujourd'hui.



culture de service public revivifiée. Or, nous avons pointé que les principes de base de la future rela-

tion contractuelle avec la SEMITAN, sont les conséquences des règles fixées par la loi SAPIN de 93. Celles-ci, par la procédure de mise en

modèle de référence pour nos transports publics. S'ajoutent à cela les critères de compétitivité imposés à la SEMITAN.

TAN le poids de responsabilités qui ne sont pas celles du délégataire, mais celles de la collectivité. La seule variable d'ajustement financier semble être les charges de personnel de la SEMITAN :

L'EXTRÊME DROITE :

Discours, électorat et riposte

Entretien avec Maryse SOUCHARD



Maryse SOUCHARD est Maître de conférence en sciences de l'information et de la communication à l'Université de Nantes / IUT de la Roche-sur-Yon. De 1978 à 1992 elle a vécu et enseigné au Canada. Ses principaux axes de recherches concernent les études culturelles et l'analyse des discours idéologiques, en particulier celui de l'extrême droite (voir bibliographie *). Elle n'est pas seulement une universitaire, aux travaux reconnus et souvent sollicitée par les médias : FR3, Politis, l'AFP, l'Huma... C'est aussi une militante résolue du combat contre le FN. Dans ses interventions elle alerte sur le danger de l'extrême droite, décrypte le discours des leaders du FN, et donne des outils, des arguments, pour réagir plus efficacement à la diffusion et à l'impact de telles idées.

Elle a participé à un débat avec des lycéens et Patrick LE HYARIC, directeur de l'Humanité, au stand du livre de la fête 2002 des Nouvelles de Loire-Atlantique. C'est à cette occasion que, pour la première fois, Patrick LE HYARIC a évoqué la création d'un observatoire qui aura pour mission de «réfléchir et lutter contre l'extrême droite», et son souhait de «développer un réseau, une coordination entre tous les journaux progressistes européens» – dont l'Huma - et un site Internet qui lui serait consacré. Nous sommes heureux - par notre initiative d'un débat sur ce sujet, d'y avoir, ne serait-ce qu'un peu, contribué.

La vivacité des propos tenus par Maryse SOUCHARD pendant ce débat a interpellé beaucoup des participant(e)s. Comme nous avons alors pris soin de les enregistrer, avec son accord nous en reproduisons ici l'essentiel, mis à jour, en leur conservant toute leur spontanéité orale.



Fallait-il être surpris par le résultat du 21 avril, mettant LE PEN au second tour ? Pourquoi ne l'a-t-on pas vu venir ?

Maryse SOUCHARD :

On pouvait ne pas être aussi surpris que ça. Il faut se replacer un petit peu dans l'histoire. Il y a 25 ans, on nous disait qu'il n'y avait pas d'extrême droite en France. C'est-à-dire qu'on avait oublié tout ce qui s'était passé pendant la guerre d'Algérie. Les Coups d'État, les attentats : ça n'existait pas. Puis, «ils» ont fait 3,5% des voix, et on nous a expliqué qu'«ils» n'en feraient jamais 5%. Puis «ils» ont fait 5%, et on nous a expliqué qu'«ils» ne feraient jamais 10%. Puis «ils» ont fait 10%, mais on nous a dit qu'«ils» ne seraient jamais élus. Puis «ils» ont été élus. Mais on nous a dit : «c'est pas grave, parce que c'était des triangulaires». Puis, «ils» ont été élus à la majorité absolue, à Vitrolles, en janvier 1997, et ça a été le 1^{er} électrochoc : «Mon Dieu, mais comment cela a-t-il été possible ?» Le choc a duré deux mois, on s'est calmé. On s'est habitué. Certes «ils» avaient été élus, mais «il n'y aurait jamais d'alliance avec la droite de gouvernement». Et puis, il y a eu les élections régionales. C'est le deuxième électrochoc. En Région Rhône Alpes, Charles Millon a nommé, comme

vice-président de la commission Culture, un monsieur comme Pierre VIAL qui est ce que l'on peut rencontrer de plus dur parmi l'extrême droite néonazie. Mais, comme on a réussi à faire perdre à Charles MILLON, pour des raisons de procédure, la responsabilité de la région Rhône Alpes, on a oublié que des régions en France, encore aujourd'hui, sont dirigées avec les voix de l'extrême droite. Et puis, le Front national a éclaté. Les mêmes analystes écrivaient des articles au titre tristement célèbre : «6 + 3 n'égalent pas 9» ! De toute façon, il fallait qu'on se calme, car il n'y aurait jamais de ministres FN dans un gouvernement de droite.

Nous venons de vivre notre troisième électrochoc avec la présence de Jean-Marie LE PEN au deuxième tour de la présidentielle. Il a duré, mettons, 15 jours. Ce que je veux dire, c'est que ce n'est pas la première fois que la société française vit le choc de l'extrême droite, mais que, à chaque fois, il a été plus aisé de se rassurer en se disant que ce n'était pas grave, et qu'on a toujours trouvé des bonnes raisons pour se démobiliser très vite.

Maryse SOUCHARD :

La mobilisation qui a eu lieu au lendemain du 21 avril s'est écrasée comme un soufflé, le 6 mai. Et quelqu'un qui arriverait d'une autre planète, ou d'un pays un peu lointain aujourd'hui, et qui aurait lu les journaux des derniers mois, ne pourrait pas deviner ce qui s'est passé le 21 avril. On n'en parle plus, ça n'existe plus, ça a déjà disparu. Oui, c'est vrai qu'il y a encore des espaces où on débat, et qu'individuellement des citoyens sont encore mobilisés. Mais, nationalement, les institutions, les partis politiques, les médias ont changé de centres d'intérêt, aussi vite que se sont refermés les bureaux de vote, et qu'il a été manifeste que le Front National n'avait pas remporté les élections présidentielles. Pour un peu, je dirais même heureusement qu'ils ont été au deuxième tour, parce que s'ils avaient fait le même nombre de voix et qu'ils n'avaient pas été au deuxième tour, on nous aurait expliqué que c'était un coup de colère, que c'était un vote de réaction - Quand ça

fait 25 ans qu'il y a des gens qui réagissent ainsi, je n'appelle plus ça de la colère ! - On en n'aurait pas du tout parlé. Là, on en a au moins parlé 15 jours. Mais je suis très inquiète sur le fait qu'on en ait parlé que 15 jours; je suis très inquiète sur le fait qu'on en parle plus aujourd'hui; je suis très inquiète sur le fait que l'extrême droite ait à nouveau disparu du paysage.



Lundi 22 avril 2002.

Maryse SOUCHARD :

Une partie importante de l'électorat d'extrême droite est directement nostalgique des idées nazies, à peu près 25% de l'électorat d'extrême droite en France aujourd'hui. Pour eux, le seul défaut d'Hitler, c'est d'avoir perdu la guerre. 25% de l'électorat - et c'est celui qu'on pourrait peut-être convaincre - est celui dont on a dit qu'il est en «désérence sociale», des gens qui considèrent qu'ils n'ont pas dans la société la place qui devrait être la leur. Mais ce ne sont pas seulement des pauvres et des malheureux, des RMistes et des chômeurs. Si tous les pauvres de France votaient pour l'extrême droite, il y a longtemps qu'elle serait au pouvoir. Et il faudrait pouvoir expliquer pourquoi en Île-de-France, la résistance à l'extrême droite est si forte? Ce sont des gens qui considèrent que la société ne leur fait pas la place qu'ils comptaient avoir. Par exemple, des médecins de campagne : quand ils sont

devenus médecins, ils pensaient que c'était important d'être médecin, et ça ne l'est pas, alors ils sont fâchés.

Et puis il y a une moitié de cet électorat qui sont ceux que j'appelle les «catholico-pétainistes». Ils ne tiennent pas les armes, mais ils envoient volontiers des lettres anonymes. Ils ne sont pas franchement antisémites, mais ils trouvent ça «sympa» qu'il y ait des gens qui aient le courage de l'être à leur place. Ils ne sont pas vraiment racistes, mais ils aimeraient autant que leur fille n'épouse pas un noir. Ils sont, au mieux, indifférents, au pire, pas vraiment contre, parfois plutôt d'accord. LE PEN leur paraît être courageux, et surtout il les rassure. Cette moitié de l'électorat a peur de la société moderne. Elle a peur de demain, elle a peur de la modernité. Une modernité que nous, les républicains, les démocrates, subissons plus que nous ne l'accompagnons. Nous n'avons pas, non plus, de discours pour expliquer cette modernité.

Maryse SOUCHARD :

C'est à eux que Jean-Marie LE PEN s'adresse quand il évoque le passé, quand il parle d'arithmétique et non pas de mathématiques. Le passé, vous savez bien, c'est quand on était petit, qu'on rentrait de l'école, qu'il faisait froid dehors, que Maman avait fait un chocolat chaud avec des tartines. Mon Dieu, qu'est-ce qu'on était bien ! Toutes ces références renvoient à cette époque de la petite enfance que nous partageons tous. LE PEN parle de Saint-Éloi. Pourquoi Saint-Éloi? Parce qu'on sait tous qui est Saint-Éloi. Ça fait «tilt» dans les têtes. Il parle aussi de Jeanne d'Arc. Elle a bouté les étrangers hors de France. C'est une figure mythique. Un peu d'Henri IV. Pas trop, parce qu'il voulait donner à manger à tout le monde. Jamais de Saint-Louis. C'est dommage, il était anti-sémite ! Mais, lui, il voulait la justice pour tous, donc c'est pas une bonne figure. Renvoyer à ce passé mythique, où nous aurions tous été blancs, unis, les vaches dans les

champs, les femmes à la maison, les hommes dehors, c'est, à proprement parler, réactionnaire. Tout était en ordre. Maintenant, c'est la pagaille ! C'était si bien avant ! Cela rassure cette partie de l'électorat qui a le sentiment qu'hier est toujours mieux que demain, et que demain fait craindre le pire.



Jeudi 25 avril 2002

Maryse SOUCHARD :

Dans les idées qu'on entend il y a parfois celle-ci : «on n'a rien vu venir parce que l'extrême droite s'est assagie. Jean-Marie LE PEN dit les choses moins durement qu'il les disait». En fait, il se serait «institutionnalisé». Non ! L'extrême droite ne s'est pas assagie. Si on lit ses discours sur 15 ans, de 1981 à 1996, ce qui s'est dit pendant cette campagne de 2002 est du même tonneau. Il n'y a eu aucun infléchissement. Le plus grave, c'est que la société s'est habituée. Il y a dix ans, quand Jean-Marie LE PEN parlait de «préférence nationale», on descendait dans la rue. Aujourd'hui, on trouve ça normal, ce qui est beaucoup plus grave. L'antisémitisme a été moins présent dans cette campagne, les événements internationaux ont roulé pour Jean-Marie LE PEN entre l'anti-sionisme, l'anti-SHARON, l'anti-sémitisme, les ambiguïtés ont roulé pour lui. Il n'a pas parlé de violence sociale. Ce n'était pas la peine. Tous les partis politiques ont fait la campagne à sa place. Donc il n'a pas eu besoin de l'aborder. Pour le reste, il a été égal à lui-même, et dans l'entre-deux tours, quand les autres partis avaient moins de paroles à tenir, il est revenu sur «l'Europe des marchands», entendez l'Europe des Juifs. Il est revenu sur les fameux «trains spéciaux», qui renvoyaient explicitement à la Shoah. Bruno GOLLNISH a réutilisé les métaphores naturalistes, qui sont l'un des ferments du discours de l'extrême droite, en disant que les Français qui allaient voter pour Jacques CHIRAC étaient des Français de papier «C'est comme une vache dans une écurie, disait-il,

qui se prendrait pour un cheval de course». Donc hiérarchie des êtres les uns par rapport aux autres. LE PEN a eu cette déclaration : «Nous sommes socialement de gauche, économiquement de droite, et nationalement de France». Mais le porte parole adjoint du FN précisait, le lendemain, de manière à ce que les choses soient bien claires : «nous sommes national-social populaires». C'est-à-dire que l'héritage revendiqué est bien celui du nazisme et du pétainisme. On demandait à J-M Le Pen dans OUEST-FRANCE, le 29 avril 2002, ce qu'il pensait de la devise républicaine Liberté - Egalité - Fraternité. Et il répondait : «elle ne me gêne pas» On est content de savoir que ça ne le dérange pas trop. «Mais elle doit être sous-tendue par des valeurs beaucoup plus créatives, notamment celles que le gouvernement de Vichy a emprunté à Saint-Eloi, Travail - Famille - Patrie. Depuis 50 ans, par haine de cette devise, on a bafoué la famille, dévalorisé le travail, ridiculisé la patrie. or il ne peut y avoir de liberté, d'égalité et de fraternité dans un pays s'il n'y a pas de patrie à aimer, de travail pour créer la prospérité, de famille pour perpétuer le peuple. Quand on parle de l'égalité, il s'agit de l'égalité des droits et cela n'empêche pas la préférence nationale». Voyez comme ça vient tout seul. Il va en falloir du temps derrière. Ce n'est pas une colonne qu'il faut, en période de campagne électorale, pour expliquer ce qu'il est en train de faire.

On est dans des configurations telles que si tout le monde ne se met pas à travailler pour comprendre à quel point ce discours est intact, on n'ira pas très loin

Maryse SOUCHARD :

On a beaucoup entendu que chaque région aurait des raisons différentes de voter pour l'extrême droite. C'est une hérésie théorique, au sens où les théories des explications du vote ont une stabilité importante qui est de dire que les votes ne peuvent pas avoir de raisons différentes selon les régions. Les gens votent pour les mêmes raisons, de la même façon dans des endroits différents. Sinon il n'y a plus de théorie de science politique qui tienne. Et dans notre livre de 1997, on publiait les cartes des votes FN des élections des cinq années précédentes, qui sont exactement les mêmes que les cartes d'aujourd'hui. Le grand croissant du nord-est était déjà là, simplement il s'étend un tout petit peu plus au sud-ouest, là où l'abstention monte... On nous dit beaucoup que les classes moyennes, qu'on redécouvre, comme on redécouvre les ouvriers - Il paraît qu'il y a à nouveau des ouvriers en France ! - ont voté pour l'extrême droite. Ça doit rassurer des gens, probablement un certain nombre de Parisiens, qui imaginent que «la France d'en bas» a des ressentiments. C'est une fumisterie ! Toutes les classes sociales votent pour l'extrême droite. On nous parle des 20% d'ouvriers, mais on oublie de nous parler des 18% du patronat. En fait, c'est la même proportion dans toutes les classes sociales. Il y a un petit groupe qui vote un peu plus

à l'extrême droite : les hommes entre 20 et 40 ans, qui depuis le début sont des électeurs un peu plus fidèles de l'extrême droite que les autres groupes de la population. Avec cette peur de la modernité, le féminisme a sûrement causé à leur virilité quelques soucis. Et comme la société n'a pas pu les rassurer, ils ont trouvé là un discours qui les rassurait. Pour le reste, tous les groupes sont représentés, que l'on prenne les classes sociales, les niveaux de revenus, ou les professions. Donc, l'analyse qui consiste à nous rassurer en disant : «c'est pas moi, c'est l'autre» - puisque ceux qui analysent, en général, n'appartiennent pas à ces classes populaires, ou aux classes moyennes - est une analyse qui est non seulement fautive mais dangereuse, parce qu'elle nous dispense de travailler sur ce vote autour de nous, dans notre propre milieu professionnel, dans notre environnement proche.



Maryse SOUCHARD :

Pour que cet électorat se développe, il faut que quatre conditions soient réalisées géographiquement. D'abord, il se développe dans des régions qui sont proches de régions en difficulté industrielle potentielle. Pas des régions elles-mêmes nécessairement en difficulté, ni même industrielles, mais des régions où la proximité d'éventuelles difficultés industrielles peut se faire sentir. C'est ce qui permet de comprendre, par exemple, que les régions de Champagne votent à 45% pour l'extrême droite depuis 15 ans, alors qu'elles ne sont pas elles-mêmes dans des régions en difficulté industrielle. Deuxième raison : parce que ce sont des régions en potentielle difficulté industrielle, on y trouve également un taux de chômage plus élevé que la moyenne nationale, donc un taux d'immigration plus élevé que la moyenne nationale, puisque en général la société française continue à installer ses immigrés récents là où les industries sont les moins payantes. On n'installe pas les immigrants récents là où il y a de l'argent à faire. Troisième raison : une déstructuration du lien social, du

tissu relationnel. Les indicateurs par lesquels on a pour mesurer cette déstructuration sont un taux de familles monoparentales plus élevé que la moyenne nationale, un taux de ZEP plus élevé que la moyenne nationale, et un niveau de pratique militante moins élevé que la moyenne nationale, ça veut dire aussi bien associations, syndicats que pratique religieuse, qui structure également les vies communautaires. C'est ce qui permet de comprendre pourquoi dans l'Ouest, les implantations se font moins, bien que le vote commence quand même à monter un petit peu. Quatrième facteur : un taux d'abstention qui augmente, c'est-à-dire une perte de confiance dans la légitimité des institutions. Quand ces facteurs commencent à bouger, l'un d'entre eux, ou a fortiori deux d'entre eux, on sait que le vote d'extrême droite va monter. On le sait depuis maintenant presque neuf ans. Donc, arrêtons de nous laisser raconter qu'on ne savait rien, que «c'est la surprise», que «c'est les pauvres», que «c'est les ouvriers», qu'on a «rien compris», et que c'est quand on est «confronté à la «différence», à l'autre, quand on a peur que «la modernité nous rejoigne»

Maryse SOUCHARD :

C'est un sujet sur lequel, en ce moment, je refuse de répondre à quelque question que ce soit. Parce qu'on est exactement dans la même configuration qu'il y a dix ans. Souvenez vous, quand il y a dix ans la France débattait de son «problème de l'immigration». La France avait un «problème de l'immigration». On avait «le bruit et l'odeur», le «ça pue» de CHIRAC ; on avait «le seuil de tolérance» de MITTERAND; on avait «toute la misère du monde» de Rocard; on avait «l'étranger qui fouille dans le frigo» de DEBRE, et on avait «un problème de l'immigration». Aujourd'hui, plus personne ne débat de l'immigration en ces termes-là. On peut faire entendre ce qu'on ne pouvait pas faire entendre à l'époque, l'immigration est moins

importante au prorata de la population qu'elle l'était il y a 50 ans ; l'immigration aujourd'hui est largement mieux intégrée qu'elle l'était il y a 50 ans au plan scolaire, au plan culturel, au plan médical, au plan professionnel. Donc, aujourd'hui, on peut parler à peu près de ces questions là. Mais, il y a dix ans c'était impossible. On avait «un problème de l'immigration». Eh bien, c'est la même chose qui vient de se produire sur la violence. C'est ce que j'ai appelé le «syndrome de Vitrolles». Quand les partis politiques n'ont plus rien à dire, ils enfourchent les chevaux médiatiques qui leur sont proposés. En général l'extrême droite y a travaillé depuis longtemps, puisque ces thèmes sont exclusivement redondants depuis 25 ans, et sur ces thèmes là les électeurs préfèrent en général l'original à la photocopie.

Maryse SOUCHARD :

Rappelons ce qui s'est passé à Vitrolles. ANGLADE (PS) avait été élu sur deux élections, avec des majorités confortables. Il avait été dans une étroite proximité de sa population. Et, dans le grand confort de la vie qui s'organisait, il y a eu un double mouvement. A la fois les élus se sont éloignés de leur population, mais les citoyens eux aussi ont complètement délégué le pouvoir à leurs élus, en n'allant plus les voir, en n'étant plus au conseil municipal, en désertant les associations et les lieux de militantisme. Dans ce double éloignement, les élus une fois seuls au pouvoir ont perdu complètement le contact avec leur réalité, et n'ont plus eu de propositions à faire sur la construction de la vie collective. Pendant ce temps là, le Front National s'implantait, avec ses propositions sur la sécurité. Quand ce n'est pas l'immigration, la fiscalité ou l'Europe, c'est la sécurité. Et, en l'absence d'autres propositions, ANGLADE a trouvé astucieux de répondre aux demandes de l'extrême droite. Donc, il a commencé à installer les caméras vidéo dans la ville. Et puis Mégret - qui était en campagne à l'époque - a dit que ce n'était pas assez, que c'était une ville vraiment dangereuse. Alors, ANGLADE a donné des policiers à toutes les dames qui allaient aux distributeurs automatiques, chercher de l'argent. Comme ça, si on n'était pas encore convaincu que c'était dangereux Vitrolles, là on en était sûr. Dès qu'on voyait une dame à un guichet automatique, il y avait un flic avec elle, donc : «voyez, c'est vraiment très dangereux cette ville !». Puis, pour être sûr que les gens comprennent bien, entre les deux tours, ANGLADE a sorti ce tract au titre

tristement célèbre : «Mégret l'a dit, ANGLADE l'a fait». Eh bien, les gens ont voté Mégret ! En général, ils préfèrent l'original à la photocopie. Il vient de se faire la même campagne à l'échelon national, avec les mêmes «communicants», puisque Stéphane FOUKS était celui qui conseillait ANGLADE, avant de conseiller Jospin. Et ces vendeurs de caméras de vidéo-surveillance publient un «Que sais-je ?» sur la sécurité ! Les communicants ne sont pas, en soi, responsables, mais dans l'absence de discours politique, quand c'est eux qui font le discours politique; ce n'est pas leur boulot et ils le font mal.

Aujourd'hui, on ne s'est même pas servi de l'occasion de l'élection de Vitrolles - avec l'échec des MEGRET - pour revenir un tant soit peu sur ce que l'extrême droite représente encore en France. Il y a pourtant du travail qui a été fait sur l'extrême droite. Mais autant il y a sept ans, quand on a commencé à en débattre publiquement, on avait le sentiment d'avoir un peu de temps, aujourd'hui on n'a plus le temps. Dans la situation actuelle, c'est notre dernière chance d'avoir encore le droit de nous réunir pour débattre. Il suffit de demander aux habitants de Vitrolles, de Marignannes, d'Orange, et à ceux de Toulon, avant la défaite de LE CHEVALLIER, comment on vit la résistance à l'intérieur. Et la tête des jeunes militants, avant et après l'extrême-droite, montre que quelques passages à l'hôpital peuvent défigurer à jamais des jeunes gens de 20 ans quand ils ont à s'opposer aux «Ninjas», ces policiers de Mme MEGRET. On n'aura plus d'autre choix. C'est le message que je voudrais faire passer : c'est la dernière fois !

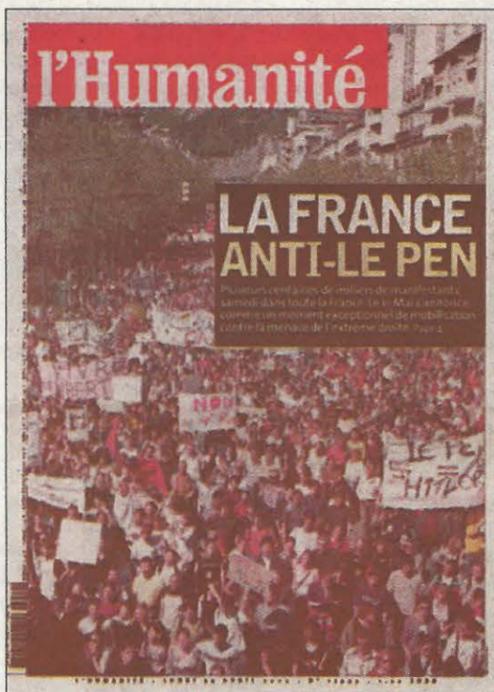
Maryse SOUCHARD :

On partage, en Europe, avec deux autres pays européens, le triste privilège d'une histoire de la Deuxième Guerre mondiale qui n'a pas été faite. L'Autriche, la Belgique et la France sont les trois pays européens qui ont une extrême-droite institutionnelle.

Mais nous avons le triste privilège d'être le seul pays d'Europe qui a une extrême-droite élue démocratiquement, installée sur le territoire, depuis le plus longtemps. Il y a certes, un mouvement européen. Mais c'est très confortable de se dire : «C'est pas de notre faute, parce que c'est partout pareil en Europe. C'est un problème européen, donc on va le traiter comme tel. Nous on peut rien faire». Foutaise !... Fou-taise ! C'est un problème français, il y a d'autres raisons en Europe de montée des extrêmes-droites, qui ne sont pas nécessairement les mêmes. Mais nous, en France, on a un problème à régler ici parce que c'est nous qui avons ce record-là : le nombre d'élus d'extrême droite, élus sur des bases d'extrême droite depuis longtemps. L'Allemagne a fait un certain nombre de choix pour éviter ça. Eux, quand ils ont 3 % de votes nazis, ils prennent peur. Dans les années 50, ils ont vu les anciens nazis arriver à 9 % des voix.

Ils ont eu très, très peur et ils ont fait trois choses. D'une part, interdire tous les partis dotés d'une milice. Ça a failli se faire en France sur le FN, dont le DPS (Département de Protection et de Sécurité) n'est pas exactement une association caritative. Au dernier moment, les députés ont hésité. Mais on a la loi, on pourrait le faire. Deuxièmement, interdire de se présenter aux élections à toutes les personnes ayant été condamnées pour incitation à la haine raciale ou de négation de

crimes contre l'humanité. Interdiction de se présenter à vie. Tous nos chefs d'extrême droite, en France, ont été condamnés pour ces deux raisons. La loi française actuelle peut leur interdire de se présenter, mais nous ne l'appliquons pas. On ne leur interdit de se présenter aux élections qu'entre les élections. Toujours. Il n'y a que Mégret, là, qui s'est fait coincer. Mais c'est le seul. En général ils n'ont pas le droit, mais c'est quand il n'y a pas d'élection. Globalement, ça ne les dérange donc pas. Puis, ils



Lundi 29 avril 2002

ont fait une troisième chose : tous les enfants des écoles ont vu des camps de concentration. Et quand on leur dit que ça n'a pas existé, ils n'y croient pas. Tous les adultes ont vu des expositions, eu des débats. De telle sorte à ne jamais oublier ce qui s'était passé, et surtout ce qui s'est passé sur ce discours là, du fait de mettre en cause des gens sur le simple fait de leur naissance. En revenant sur les principes du droit du Sol, par rapport au droit du Sang.

Maryse SOUCHARD :

En 2002, Jean-Marie LE PEN n'a fait que 2% de voix de plus qu'à l'élection présidentielle précédente.

Il n'a donc augmenté son score que de très peu. Un peu plus en nombre de voix qu'en %, mais globalement la progression est simplement régulière. Pour beaucoup parce qu'on a laissé faire, qu'on n'a pas fait ce qu'on pouvait ou ce qu'on devait faire. Et ça va continuer, tranquillement. Il n'y a aucune raison que ça s'arrête, ça fait 20 ans que ça dure. Mais je n'ai pas envie d'attendre un prochain électrochoc, ni de voir arriver des ministres d'extrême droite au gouvernement. On peut pourtant penser que dans un prochain remaniement ministériel, on verra apparaître des têtes connues. Chirac n'a pas envoyé d'opposant à Charles MILLON pour les dernières législatives, alors qu'il avait promis qu'il le ferait, pas plus

qu'à J.BLANC d'ailleurs. Mais, on a déjà au gouvernement deux cousins de l'extrême droite. On a un ministre dont la femme est la nièce du fondateur du mouvement «Laissez les vivre». On a le ministre de l'éducation [Luc Ferry] qui n'est pas hostile à ce qu'on enseigne dans les écoles «l'ensemble des théories de l'évolution». Parce que là, on n'en enseigne qu'une. Finalement, Darwin, ce n'est jamais qu'une théorie, mais il y en a d'autres, les théories bibliques, par exemple, elles peuvent être enseignées comme des théories parmi d'autres. On en est là aujourd'hui. Quant au ministre de l'intérieur, ce n'est même pas la peine d'insister...

Dans deux ans on va avoir de nouvelles élections, régionales et cantonales. Or 27 % de l'électorat, s'est déjà prononcé, dans ces élections, pour «la droite de la

droite», celle qui se situe en dehors du cadre parlementaire républicain : PASQUA, DE VILLIERS, MEGRET, LE PEN. Attendons la dernière surprise ? Il reste donc un



Mercredi 24 avril 2002

peu moins d'un an et demi pour éviter que ce phénomène d'ascension régulière continue. Ce qui s'est passé le 21 avril n'a été un choc que parce que la société s'était rendormie.

Donc, c'est à la fois important de travailler, mais il ne va pas suffire que quelques-uns travaillent. On est dans une situation telle que si on n'a pas une proposition politique à faire, claire, idéologiquement construite, en terme de projection dans l'avenir de la société dans laquelle on veut vivre, l'extrême droite fera ses choux gras de nos silences.

L'extrême droite n'existe que lorsque nous n'avons plus rien à dire.

Propos recueillis par Jean-Yves MARTIN

Bibliographie

* Bibliographie des principaux ouvrages de Maryse Souchart sur l'extrême droite :

- 1998 : **Le Pen, les mots : analyse d'un discours d'extrême droite**, avec S. Wahnich, I. Cuminal, V. Wathier, Réédition La Découverte (Le Monde Editions, 1997).

Le Pen pris au mot... Les auteurs passent au crible 350 discours prononcés par le président du FN entre 1983 et 1996 : s'en dégagent une vision irrémédiablement violente du monde social, toujours décrit comme «menaçant», un racisme biologisant (le prétendu «Ordre naturel») et une mythification du peuple français autour des figures tutélaires de Clovis et Jeanne d'Arc.

Une arme pour décoder et combattre la rhétorique frontiste.

- 1998 : **Fascismes d'hier et d'aujourd'hui** (Actes du Salon du livre Antifasciste de Gardanne de novembre 1997) avec Benamar Mediène, Jean Tabet, Editions de l'Atelier.

La vie politique française rend chaque jour davantage nécessaire de comprendre ce qui rend possible le Front national. C'est pour contribuer à cette démarche que s'est déroulé le Salon du livre antifasciste à Gardanne en novembre 1997. Cet ouvrage, réalisé en écho à cet événement exceptionnel, réunit des historiens, des artistes, des écrivains, des journalistes et de très nombreux publics. Ce sont les débats issus des tables rondes de cette manifestation qui constituent la matière de ce livre en analysant successivement l'histoire des fascismes, ses rapports à la culture et sa place en France.



Mardi 23 avril 2002

L'histoire d'un journal



Voici maintenant neuf ans que les Communistes des Dervallières, éditent un journal. Depuis sa création, tous les quatre mois sans exception, il est paru. Ses caractéristiques sont, d'être au plus près du terrain.

Le tiers de sa pagination est consacré à la vie du quartier. Il traite de l'habitat, de l'environnement, de la sécurité routière, de la sécurité tout court ainsi que d'un certain nombre de petites revendications. Autrement dit, faire de la politique autre-

ment en exprimant des faits spécifiques à la Cité des Dervallières, faits qui concernent la vie des habitants.

Le contenu de ce périodique recherche une véritable transparence en faisant connaître les interventions des communistes de ce quartier auprès de la Mairie, de la Communauté urbaine, de la Préfecture, de Nantes Habitat, de l'Inspection académique. Les résultats de ces démarches (délégations, courriers), les réponses sont toujours commentées.

A chaque parution, l'ensemble des 2 400 logements de ce secteur, sont visités au porte à porte, permettant lors de ces distributions d'avoir des moments privilégiés d'échanges et de débats avec les familles, de nouer des contacts, de recevoir des doléances et des suggestions. Une manière de faire vivre la citoyenneté. C'est un travail militant, contraignant mais efficace, au vu du nombre de revendications satisfaites. Une autre particularité de ce journal dont le titre est «L'Echo des Dervallières», est l'appel à l'aide financière, une fois par an, lors de la distribution du dernier numéro de l'année. Les résultats sont éloquentes et en progression constante. Pour cette année 2002, la somme récoltée a été de 773 euros, soit 5 070 francs.

Malgré les difficultés et la misère bien présente dans cette cité, on peut estimer que plus de 400 familles ont répondu à l'appel.

Un travail significatif et qui devrait, nous le pensons, être multiplié dans de nombreux secteurs du département.

Les Communistes nazairiens et briérons ont tenu une Conférence de presse sur la question des ordures ménagères, dont nous publions ici les principaux passages.

Notre mode de croissance, stimulé par le progrès scientifique et dominé par la recherche de rentabilité financière, produit de nombreux déséquilibres. Il gaspille les ressources de la planète et accumule de nombreux déchets. Il faut aujourd'hui prendre le taureau par les cornes et affronter le problème sans tergiverser : la notion de développement durable doit devenir une boussole pour l'action quotidienne, on ne peut absolument pas continuer comme avant (décharges d'OM brutes ou incinération sans valorisation et sans contrôle des rejets dans l'atmosphère) sous peine de faire preuve d'irresponsabilité, les décisions sont à prendre maintenant. Il faut bannir tout dogmatisme dans le choix des solutions : toutes les filières de traitement et d'élimination sont à prendre en considération.

La question ne peut être abordée et recevoir de solutions durables sans l'implication active des citoyennes et des citoyens qui sont, au travail et/ou dans leur foyer, producteurs de déchets et qui doivent donc être partie prenante des décisions à prendre.

C'est pourquoi, les Communistes de la Brière et de Saint-Nazaire ont publié et diffusé un journal sur le sujet, journal tiré à 30 000 exemplaires et contenant un questionnaire permettant à chacun de donner son avis. La tenue d'un vaste débat sur les enjeux réels est un élément essentiel de la prise de décision.

Citons quelques chiffres pour situer globalement les problèmes. En 1960, chaque français produisait en moyenne 200 Kg de déchets, en 1998, 430 Kg et en 2002, dernier chiffre ; 450 Kg. Les déchets municipaux (ordures ménagères, déchets industriels banals, boues des stations d'épuration...) représentent 47 millions de tonnes.

Depuis la loi de 1992 (dont l'objectif était, entre autres, d'en finir avec les décharges d'ordures ménagères brutes) les traitements ont évolués de la façon suivante : stockage de 48 à 43 %, incinération sans valorisation : de 12 à 3 %, collectes de déchets secs : de 6 à 14 %, compostage de 6 à 7 %.

La situation locale est difficile, au niveau des communes de la CARENE, avec l'ancienne décharge de CUNEIX, qui devra fermer en 2006, au niveau des communes voisines au nord : Cap Atlantique, entre Brivet et Brière, Saint-Gildas, qui font voyager leurs OM sur plus de 140 Km pour leur enfouissement en Mayenne. Le PCF considère que nous ne pouvons plus continuer comme aujourd'hui. Nous ne devons plus tarder ni repousser les échéances.

La démarche à engager rapidement doit prendre en compte, la nécessité de la réduction à la source des déchets, le tri et la valorisation matière en pensant en terme de filière globale, la mise en enfouissement ou l'incinération des déchets ultimes. Il faut donc cerner clairement les enjeux et les choix pour les habitants de notre région.

Et tout d'abord, la fermeture de CUNEIX, situé en bordure d'une zone humide, la Brière, indispensable au respect de l'environnement. Ensuite, la prise en compte de l'intérêt majeur qu'il y a à traiter les OM au plus près des lieux de production. La mise en place des possibilités diverses de collectes sélectives (tri) et la création d'une centre de tri avec des filières de valorisation durable dans le temps.

L'élargissement éventuel du périmètre concerné aux collectivités voisines du Nord Loire. La création d'un nouveau CET dans l'agglomération concernée 'il faut environ 30 hectares de terrain tous



les 8 ans pour la seule CARENE) ou la création d'une usine d'incinération avec production de vapeur ou d'électricité et un CET, plus petit pour recueillir les mâchefers. Il est aussi nécessaire de prendre en compte l'élimination des boues de nos stations d'épuration dont l'épandage sur les terres agricoles devient problématique.

Il est donc nécessaire de prendre en compte tout à la fois, les solutions techniques qui existent, sans en diaboliser aucune, l'intérêt écologique qu'elles présentent avec leurs avantages et leurs inconvénients et les coûts induits pour la population et les collectivités locales.

Ça se passe chez nous

Agenda



■ **6 janvier 2003 :**
Réunion du Comité départemental du PCF

Forums

■ **17 janvier 2003 :**
Savenay Complexe polyvalent, salle 2 à 20h00

■ **22 janvier 2003 :**
Couëron - Salle de la Fraternité à 18h30

■ **18 janvier 2003 :**
Réunion des membres des Comités de section de la région nazairienne

■ **25 janvier 2003 :**
Réunion des membres des Comités de section de la région nantaise

■ **7 mars 2003 :**
Banquet de la Fédération à la Trocardière

32^e Congrès du PCF

■ **Week-end des 15 et 22 mars 2003 :**
Assemblées générales dans les sections

■ **28 et 29 mars 2003 :**
Conférence départementale

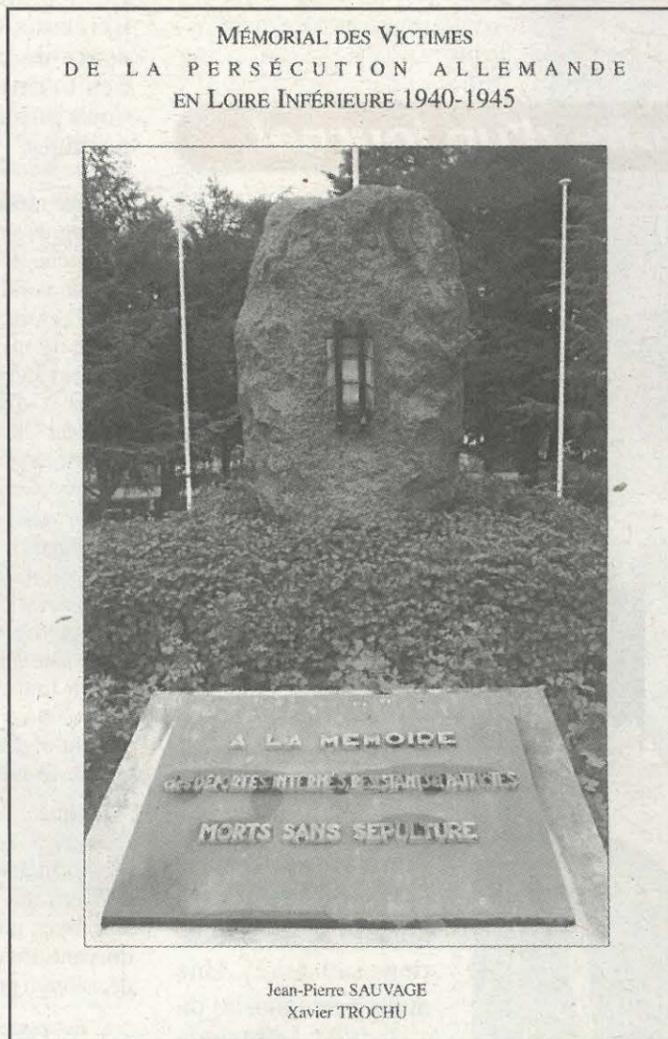
■ **3-4-5-6 avril 2003 :**
Congrès national

Mémoire aux 890 morts de Loire Inférieure, en déportation

Jean-Pierre SAUVAGE et Xavier TROCHU ont travaillé durant 5 ans pour réunir dans un même ouvrage, les 890 morts en déportation issus de Loire Inférieure. Déportés parce que résistants, militants syndicaux ou politiques, ces hommes et ces femmes sont morts dans l'un des innombrables camps de concentration allemands et en particulier Buchenwald et Mauthausen.

Ce recueil prend toute sa dimension quand il met en évidence tous ces êtres humains à qui on a sauvagement retiré la vie parce qu'ils croyaient à d'autres valeurs.

Parmi eux de nombreux communistes connus, dont aujourd'hui les noms résonnent encore et d'autres que le poids des années a eu tendance à laisser dans l'oubli. Il a fallu vérifier systématiquement chaque biographie précisant les auteurs «du mémorial des victimes de la persécution allemande en Loire Inférieure de 1940 à 1945». Un travail de recherche locale qui fait suite à un



Jean-Pierre SAUVAGE
Xavier TROCHU

premier ouvrage concernant la liste des 419 fusillés et exécutés, et qui prévaut un prochain recueil qui sera consacré aux déportés raciaux et les membres du STO morts durant cette période.

L'ouvrage tiré à 600 exemplaires n'est pas en

vente au public mais peut être consulté.

La Fédération de Loire-Atlantique du Parti Communiste Français dépositaire d'un exemplaire, ouvre ses portes à toutes celles et tous ceux qui souhaiteraient consulter cet ouvrage

Le gel des 35 heures

Sous la pression du patronat de l'hôtellerie, le Gouvernement suspend l'accord pourtant signé en juin 2001 pour 2 ans, sur la réduction du temps de travail dans la profession.

Le Secrétaire d'Etat au Tourisme, Léon BERTRAND, vient d'annoncer devant les patrons de l'Union des métiers et des industries de l'hôtellerie (UMIH) réunis en congrès, que l'Etat ne verserait pas les aides prévues dans l'accord RTT signé en juin 2001 pour financer la réduction progressive du temps de travail. Cet accord, sous forme d'avenant à la convention collective et signé par deux syndicats patronaux, le SNRLH et le SFH et les deux syndicats de salariés majoritaires, la CGT et la CFDT, avait été dénoncé par l'UMIH. Il prévoyait une application des 35 heures par paliers, l'ensemble des salariés devant en bénéficier au 31 décembre 2006, soit en décembre 2004 pour les entreprises de plus de 20 salariés et en décembre 2006, pour les moins de 20 salariés, en 2004 et 2005 pour celles à 39 heures au 31 décembre 2003. Léon BERTRAND a également annoncé le gel de l'accord pendant deux ans. Concrètement, les entreprises de moins de 20 salariés dont la durée de travail était passée de 43 à 41 heures y resteront, celles de plus de 20 passant à 39 heures et celles étant passées de 39 à 37 heures n'iront pas au-delà.

**Abonnez-vous
aux Nouvelles
pour 10 euros
pour l'année.**

Vous recevez les Nouvelles, vous appréciez son contenu. Pour contribuer à sa parution, à son amélioration, abonnez-vous pour 10 euros l'an en adressant vos chèques libellés à l'ordre de PCF Fédération de Loire-Atlantique 41 rue des Olivettes - 44000 Nantes

NON
**à la guerre
contre l'Irak**
Justice, paix, démocratie
au Moyen-Orient et dans le monde